

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT

N° _____ /AGNR/MINFOF/CIPM/2026 DU APP /RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET, CHARGE D'ASSURER LES FONCTIONS D'OBSERVATEUR INDEPENDANT AUPRES DE LA COMMISSION INTERMINISTERIELLE D'ATTRIBUTION DES TITRES D'EXPLOITATION FORESTIERE.
« EN PROCEDURE D'URGENCE »

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la régulation de l'exploitation forestière, le Ministre des Forêts et de la Faune lance un Appel d'Offres National Restreint pour le recrutement d'un cabinet, chargé d'assurer les fonctions d'observateur indépendant auprès de la commission interministérielle d'attribution des titres d'exploitation forestière.

Le présent Appel d'Offres fait suite à l'Appel à Manifestation d'Intérêt N°0031/AAMI/MINFOF/SETAT/SG/DAG/SDBM/SMA/2026 du 02 février 2026.

2. Consistance des Prestations

Les prestations objet de la présente consultation consistent à :

- Assister aux sessions des commissions interministérielles d'attribution des titres d'exploitation forestières et aux travaux des sous commissions d'analyse des offres ;
- Veiller à la qualité des termes de références, des spécifications et s'assurer de la qualité des participants ;
- Veiller à la stricte application de la réglementation en vigueur, les pratiques de bonne gouvernance et les exigences de transparence, de libre concurrence, de principe d'équité dans le processus d'attribution de tout titre d'exploitation forestière ;
- Adresser au Ministre des Forêts et de la Faune, à la fin des travaux de chaque commission ou sous commissions d'analyse, un rapport circonstancié, mettant l'accent sur les pratiques contraires à la transparence, à l'équité et l'application stricte des réglementations en vigueur ;
- Relever tout aspect pouvant entraver l'objectivité dans le processus d'attribution de tout titre et faire des suggestions visant à améliorer l'analyse des dossiers techniques et administratifs.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

3. Tranches/Allotissement

Le présent appel d'offres comporte un (01) lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de quinze millions (15 000 000) FCFA TTC.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Appel d'Offres est de vingt un (21) jours, soit la durée des sessions de la CIM. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est restreinte à la liste des candidats préqualifiés.

N°	Cabinets	Adresses
1	TRADING ENGINEERING SOLUTION SARL	B.P : Yaoundé Tél : 697 85 11 07
2	C&A CONSULTING	B.P : 7237 Yaoundé Tél : 697 85 11 07
3	FISCAGEST CONSULTING AND CONTRACTOR	B.P : 5545 Yaoundé Tél : 699 89 40 69

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de Fonds Spécial de Développement Forestier de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n°60 C6 350 34000608 0131 361301

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à trois cent mille (300 000) FCFA valables jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministre chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Sous peine d'irrecevabilité, lesdites cautions devront être accompagnées d'un récépissé de la Caisse des Dépôts et de consignations.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux jours et heures ouvrables au Ministère des Forêts et de la Faune, Direction des Affaires Générales (Service des Marchés, porte 807 au 8^{ème} étage) de l'Immeuble Ministériel N° 2 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Ministère des Forêts et de la Faune, Direction des Affaires Générales (Service des Marchés), porte 807 au 8ème étage de l'Immeuble Ministériel N° 2 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de trente mille (30 000) FCFA payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 22/05/2026 à 12 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous, dans les délais impartis :

**“AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N°...../AONR/MINFOF/CIPM/2026 DU 12/05/2026
RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET, CHARGE D'ASSURER LES
FONCTIONS D'OBSERVATEUR INDEPENDANT AUPRES DE LA
COMMISSION INTERMINISTERIELLE D'ATTRIBUTION DES TITRES
D'EXPLOITATION FORESTIERE.**

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement”

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, le dossier technique et l'offre financière contenues dans la clé de sauvegarde doivent être déposées dans une enveloppe sous plis scellé accompagnées de l'accusé de réception de dépôt sous peine de rejet.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le..... à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère des Forêts et de la Faune dans la salle de conférences du Ministère des Forêts et de la Faune sise au 6^e étage, porte 635, de l'immeuble

ministériel N°2.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 70/100 seront ouvertes à 13 heures par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont constitués de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

- L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- d'une note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
- L'absence de l'attestation de catégorisation le cas échéant ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre (05 pts) ;
- référence du soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires (15 pts) ;
- la méthodologie proposée en adéquation avec les TDR (20 pts) ;
- qualification et compétence du personnel clé (50 pts) ;
- capacités financières (05 pts);
- Les preuves d'acceptations des conditions du marché (05 pts).

N.B :

- Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les

documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le Marché dans le cadre du présent Appel d'Offres à un soumissionnaire ayant déjà été cocontractant au MINFOF et dont les performances ont été jugées peu satisfaisantes ou ayant fait l'objet d'un constat de défaillance ou d'une résiliation.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

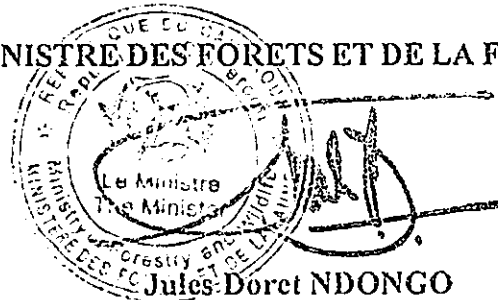
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux jours et heures ouvrables au Service des Marchés du Ministère des Forêts et de la Faune, 8^e étage, porte 807, de l'immeuble ministériel n°2 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le _____ 20__

LE MINISTRE DES FORETS ET DE LA FAUNE



Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) ;
- ARMP (pour publication) ;
- Président CIPM/MINFOF ;
- Affichage-chrono (pour information) ;
- SIGAMP.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES FORETS
ET DE LA FAUNE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FORESTRY
AND WILDLIFE

RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDER No. _____ /AONR/MINFOF/CIPM/2026
16 OFVR 2026 TO HIRE A CONSULTANCY FIRM TO PLAY THE ROLE OF AN
INDEPENDENT OBSERVER BEFORE THE INTER-MINISTERIAL COMMITTEE
RESPONSIBLE FOR AWARDING FOREST EXPLOITATION TITLES.
“UNDER EMERGENCY PROCEDURE”

1. Purpose of the Call for Tenders

The Minister of Forestry and Wildlife, Contracting Authority, hereby launches a Restricted National Call for Tenders to hire a consultancy firm to play the role of an independent observer before the inter-ministerial committee responsible for awarding forest exploitation titles.

This National Restricted Call for Tender is issued subsequent to Notice for Expressions of Interest No.0031/AAMI/MINFOF/SETAT/SG/DAG/SDBM/SMA/2026 of 2 February 2026.

2. Scope of Services

The supply, subject of this tender, shall include the following:

- Attending sessions of the inter-ministerial committee responsible for awarding logging titles and deliberations of the tender analysis sub-committee;
- Ensuring the quality of the terms of reference and specifications as well as the quality of participants;
- Ensuring strict compliance with the regulations in force, enhancing good governance practices and transparency requirements, encouraging free competition and the principle of fairness in the process to award all logging titles;
- Submitting a detailed report to the Minister of Forestry and Wildlife at the end of the deliberations of each analysis committee or sub-committee, highlighting any practices contrary to transparency, fairness and the strict compliance with the regulations in force;
- Identifying any aspect that may hinder objectivity in the process of awarding any title and make suggestions for improving the analysis of technical and administrative files.

The scope of these services is detailed in the Terms of Reference (ToR) set out in the TF.

3. Sections/Allotment

This call for tenders is comprised of a single lot.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the project following the preliminary studies stands at CFAF 15,000,000 (fifteen million francs), including all taxes.

5. Estimated Completion Period

The Contracting Authority has set a maximum deadline of twenty-one (21) days for the execution of the services under this Call for Tenders, which corresponds to the duration of the CIM sessions. This period shall run from the date of notification of the service order prescribing the start of the services.

6. Participation and Origin

Participation in this tender is restricted to the list of shortlisted bidders.

No.	Consultancy Firms	Address
1	TRADING ENGINEERING SOLUTION SARL	B.P : Yaoundé Tél : 697 85 11 07
2	C&A CONSULTING	B.P : 7237 Yaoundé Tél : 697 85 11 07
3	FISCAGEST CONSULTING AND CONTRACTOR	B.P : 5545 Yaoundé Tél : 699 89 40 69

7. Funding

The services subject to this Restricted Call for Tender are funded by the budget of the **Special Forest Development Fund for the 2026 financial year**, budget head No.60 C6 350 34000008 0131 361301

8. Submission Method

The submission method chosen for this Call for Tenders is online.

9. Bid Bond

Bidders shall include in their administrative documents a stamped bid bond, paid at the counter, issued by a body or financial institution responsible for issuing bonds, approved by the Minister of Finance in the field of public contracts, whose list appears under Exhibit 14 of the Tender File, amounts to **CFAF 300,000 (three hundred thousand francs)**, valid for thirty (30) days beyond the initial date of validity of the offers.

Failure to provide a bid bond issued by a first class bank or financial institution responsible to issue bonds, authorised by the Minister of Finance in connection with public contracts, the offer shall automatically be rejected. A bid bond that has been presented, but has no connection with the contract in question shall be considered null and void. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be automatically rejected.

To avoid its rejection, the bid bond shall be accompanied by a deposit receipt issued by Deposits and Consignment Fund (CDEC).

10. Consultation of the Tender File

The physical file may be consulted free of charge at the Contracting Authority's office during working hours, at the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Procurement Service Contracts Service, Room 807, 8th Floor, Government Building No. 2, upon publication of this tender.

It may also be consulted online through the Public Contracts Regulatory Boards (ARMP) website (www.armp.cm) and Coleps platform: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

11. Withdrawal of The Tender File

The physical copy of the Tender File may be obtained during working hours from the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Sub-Department of Budget and Material, Procurement Service, Room 807, 8th Floor, Government Building No. 2, upon publication of this Restricted Call for Tenders, and upon presentation of the original receipt evidencing payment of a non-

refundable sum of CFA F 30,000 (thirty hundred thousand) to the Public Treasury, representing the cost of the Tender File.

It is also possible to obtain the electronic version of this Tender File by downloading it free of charge. However, submission by physical or electronic means shall subject to the payment of charges of the Tender File (TF).

12. Submission of bids

Each tender, drafted in English or French, shall be submitted by the bidder on the COLEPS platform latest on 27/05/2024 at 12 noon. A back-up copy of the tender saved in a USB driver shall be forwarded in a sealed envelope clearly and legibly labelled "back-up copy", in addition to the above indication, within the given deadline.

"RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDER
No...../AONR/MINFOF/CIPM/2026 OF 27/05/2024
TO HIRE A CONSULTANCY FIRM TO PLAY THE ROLE OF AN INDEPENDENT
OBSERVER BEFORE THE INTER-MINISTERIAL COMMITTEE RESPONSIBLE
FOR AWARDING FOREST EXPLOITATION TITLES.
To be opened only during the analysis session."

File size and format

Concerning online submission, the maximum sizes of documents that shall be uploaded on the platform and represent the bidder's proposal shall be as follows:

- 5 MO for the Administrative Offer;
- 15 MO for the Technical Offer;
- 5 MO for the Financial Offer.

Accepted formats shall be:

- PDF format for text documents;
- JPEG for pictures.

Bidders shall use compression software to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Reception of bids

The administrative documents, the technical quotation, and the financial quotation contained on the backup USB drive shall be submitted in a sealed envelope, together with the acknowledgement of receipt. Failure to comply with this requirement, the bid shall be rejected.

Any tender that shall not comply with the provisions of the Tender File, shall be declared inadmissible. The absence, notably, of a bid bond issued by a body or financial institution approved to issue bonds by the Minister of Finance in the field of public contract or failure to comply with sample documents in the Tender File, the tender shall be automatically rejected without any appeal. A bid bond that has been presented, but has no connection with the contract in question shall be considered null and void. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be automatically rejected.

14. Opening of Bids

The opening of bids shall be conducted in a single phase.

In any case, the opening of administrative, technical and financial proposals shall hold on 27/05/2024 at 1 p.m., local time, under the supervision of the Special Tenders Board of the Ministry of Forestry and Wildlife, in the Conference Room of Government Building No. 2, 6th floor, Room 635.

Only the financial proposals of bidders who achieve the minimum qualifying technical score of 70 out of 100 shall be opened at 1:00 p.m. by the same Evaluation Committee, in the same venue, on a date to be announced after the publication of the technical evaluation results.

Only bidders shall be allowed to take part in this opening session, or their representatives duly delegated by them, even in the case of a group of companies.

To avoid rejection, the required administrative documents shall be absolutely produced in original or certified true copies by the relevant authorities in accordance with the provisions of

the Special Tender Regulations. They must be dated less than 3 (three) months from the original submission date of the bids or must have been issued after the date of signature of the Tender. In the event of a document in the administrative file is missing or does not comply with the specifications after a period of 48 hours allowed by the Commission during the opening session, the bid shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

There are two types of evaluation criteria: eliminatory criteria and essential criteria.

15.1-Eliminatory criteria

They include namely:

- Absence or non-compliance of the bid bond during the bid opening session;
- Failure to produce, within 48 hours of the opening of the bids, a document in the administrative file deemed non-compliant or missing, other than the bid bond;
- False statement, fraudulent practices or forged documents;
- A technical score below 70/100 points;
- Absence of a sworn statement that the service has not been abandoned during the last three years;
- failure to comply with the required bid file format;
- Absence of an attestation of site inspection;
- Absence of a quantified unit price in the financial proposal;
- Absence of an element of the financial offer (the bid, Unit Price List, Pricing bills of (Quantities);
- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of the dated and signed social and environmental undertaking.

15.2-Eliminatory criteria

Technical proposals shall be evaluated out of 100 (one hundred) points, based on key criteria outlined below for guidance:

- Overall presentation of the bid on 5 (five) points;05
- Bidder's track record in performing similar services on 15 (fifteen) points;
- Proposed approach and methodology aligned with the Terms of Reference on 20 (twenty) points;
- Qualifications and expertise of key staff on 50 (fifty) points;
- Financial strength 5 (five) points;
- Proof of acceptance of terms and conditions of the contract on 5 (five) points.

Note:

- Any public employee listed among the staff who shall fail to submit all required documents to justify their release from public service shall be considered invalid.

16.Award

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder whose offer is evaluated as the most advantageous based on a combination of technical and financial criteria.

Furthermore, the Contracting Authority reserves the right to deny the award of the Contract under this Call for Tenders to any bidder who has previously served as a co-contractor on a supply contract with MINFOR and whose performance has been deemed unsatisfactory, or who has been declared in default, or whose contract has been terminated.

17. Validity of bids

Bidders shall be bound by their offers for 90 (ninety) days from the date of submission of their bids.

18. Additional Information

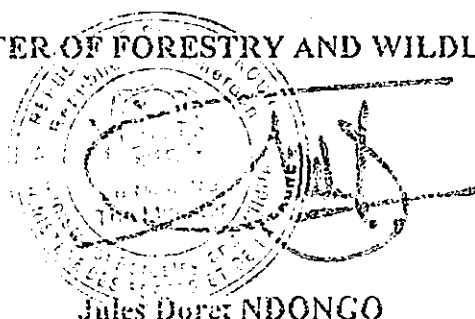
Further information may be obtained during working hours at the Ministry of Forestry and Wildlife, Department of General Affairs, Sub-Department of Budget and Maintenance, Procurement Service, Room 807, 8th floor, Government Building No. 2 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

19. Combatting Corruption and Shunning Unethical Behaviour

If you wish to report any practices, facts or corrupt acts, attempted corruption or unethical behaviour, please call CONAC on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) through SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, _____

MINISTER OF FORESTRY AND WILDLIFE



Jules Doret NDONGO

Copies:

- The Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMP (for publication);
- MINFOF/CIPM Chairperson;
- Notice Board - Records (For information);
- SIGAMP.